

**Commission sur la mise en valeur du territoire,
l'aménagement et le transport collectif**

Assemblée du 26 octobre 2006

Bilan de l'application de la réglementation sur la salubrité des logements

Résumé de la période de questions des citoyens

1. M. André Trépanier, Regroupement des comités logement et associations de locataires du Québec (RCLACQ)

La qualité de service est-elle la même dans tous les arrondissements ?
Comment uniformiser pour les mesures de qualité ?

Place L'Acadie / Place Henri-Bourassa : demande pourquoi la chronologie débute en 2005, pourquoi il n'y a pas de constats d'infraction émis antérieurement.

PLUS : Voir liste de questions, document de l'organisme.

2. Mme Anne Thibault, RCLACQ

Ententes de renouvellement Programme Rénovation-Québec (réponse obtenue de M. Quirion)

Nombre d'interventions et nature de celles-ci par arrondissement.

3. M. Benoît Lacoursière, Comité BAILS Hochelaga-Maisonneuve

Nombre de dossiers ouverts concernant des logements de l'OMHM ou de la SHDM.

4. M. Michel Gagné, Comité de résidents Place L'Acadie / Place Henri-Bourassa

Quelle situation et quel genre de propriétaire faut-il pour exproprier ? (réponse obtenue de Mme Topp)

5. M. Éric Michaud, Comité-logement Centre-sud

Aurait aimé obtenir des données par arrondissement et avoir des interlocuteurs par arrondissement.

Déplore le manque d'uniformité dans le traitement des dossiers.

Demande d'encadrer le processus d'évacuation (réponse obtenue de Mme Dumas)

6. M. Edy El-Haris, Comité de résidents Place L'Acadie / Place Henri-Bourassa

Demande les coûts, pour la Ville et pour l'arrondissement, des interventions à la Place L'Acadie. Mme Dumas répond qu'il est évalué à 2 personnes / année.

Déplore qu'il ne puisse y avoir d'interventions la fin de semaine.

7. M. Gaétan Roberge, Comité-logement Centre-sud

Demande un bilan ventilé par arrondissement

8. M. Sébastien Laliberté, Comité-logement de Rosemont

Questionne l'écart entre le nombre d'avis et le nombre de constats d'infraction. M. Beauregard fournit les explications.

9. Mme Isabelle Samson, Direction de la santé publique

Des statistiques plus exhaustives auraient l'avantage d'être un outil de travail utile pour plusieurs dont la DSP.

Demande modification art. 24 pour empêcher la location d'un logement évacué à une autre personne.

Moisissures : tenir compte de la présence de moisissures invisibles résultant d'une récente infiltration d'eau, de la possibilité d'inspecter si on soupçonne la présence de moisissures. Prévoir des tests pour la qualité de l'air.

PLUS : Voir document déposé par l'organisme.

10. Mme Julie Loslier, Direction de la santé publique

Suggère d'ajouter la population immigrante aux populations vulnérables, de traduire le règlement ou feuillets informatifs en diverses langues.

Suggère de collaborer avec ressources communautaires.

Suggère enfin de s'inspirer du cas de Place L'Acadie pour développer modèle d'intervention.

Prévoir des mesures de prise en charge des locataires qui craignent de subir du harcèlement psychologique.

11. Mme Claudine Inizan, citoyenne

Demande si 10 inspecteurs suffisent à la tâche compte tenu du grand nombre de logements (760 000) et des 19 arrondissements.

12. Mme Christina Xidous, RCLACQ

Le nombre de constats d'infraction émis (690) correspond à quel montant total à percevoir en amendes et combien de propriétaires sont visés par ces 690 constats.

13. Mme Winnie Frohn, professeur UQAM

Demande si les résidences privées de personnes âgées détiennent un permis de la Ville, si ces résidences sont soumises à une inspection annuelle. (réponse obtenue)

Elle demande également :

- quelle est la collaboration de la Ville avec le programme Roses d'OR;
 - le cheminement d'une plainte
- (réponse obtenue)

Période de questions des commissaires

Demande relayée par Mme Eloyan

«Jusqu'où un inspecteur peut-il aller lorsqu'il intervient? »

Mandat d'un inspecteur